

Art. 2. Dans l'article 3 du même arrêté, le point 4° abrogé par l'arrêté du Gouvernement flamand du 29 avril 2016 est rétabli dans la rédaction suivante :

« 4° le Ministre flamand du Budget, des Finances et de l'Énergie est compétent pour :

- a) le « Vlaamse Belastingdienst » ;
- b) le « Vlaams Toekomstfonds » ;
- c) le « Vlaams Fonds voor de Lastendelging » ;
- d) le « Financieringsfonds voor Schuldaufbouw en Eenmalige Investeringsuitgaven » ;
- e) la « Vlaams Energieagentschap » ;
- f) le « Vlaamse Regulator van de Elektriciteits- en Gasmarkt » ;

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 4 mai 2016.

Art. 4. Les membres du Gouvernement flamand sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 mai 2016.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
Ministre flamand de la Politique extérieure et du Patrimoine immobilier,
G. BOURGEOIS

La Ministre flamande de l'Enseignement, et
Vice-Ministre-Présidente du Gouvernement flamand,
H. CREVITS

Le Ministre flamand du Budget, des Finances et de l'Énergie, et
Vice-Ministre-Président du Gouvernement flamand,
B. TOMMELEIN

La Ministre flamande de l'Administration intérieure, de l'Intégration civique, du Logement, de l'Égalité des Chances et de la Lutte contre la Pauvreté, et
Vice-Ministre-Présidente du Gouvernement flamand,
L. HOMANS

Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics, de la Périphérie flamande de Bruxelles, du Tourisme et du Bien-Être des Animaux,
B. WEYTS

Le Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille,
J. VANDEURZEN

Le Ministre flamand de l'Emploi, de l'Économie, de l'Innovation et des Sports,
Ph. MUYTERS

La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de l'Agriculture,
J. SCHAUVLIEGE

Le Ministre flamand de la Culture, des Médias, de la Jeunesse et des Affaires bruxelloises,
S. GATZ

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/202428]

28 AVRIL 2016. — Décret modifiant le Livre II du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Dans le titre III du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, inséré par le décret du 27 mars 2014, les mots « Parcours d'accueil » sont remplacés par les mots « Parcours d'intégration ».

Art. 3. A l'article 152 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014, les mots « Parcours d'accueil » sont à chaque fois remplacés par les mots « Parcours d'intégration ».

Art. 4. A l'article 152 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, inséré par le décret du 27 mars 2014, l'alinéa 2, 4°, est remplacé par ce qui suit :

« 4° une orientation vers le dispositif d'insertion socioprofessionnelle adapté. ».

Art. 5. A l'article 152 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, inséré par le décret du 27 mars 2014, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Lors de la commande de leur titre de séjour de plus de trois mois dans une commune de la région de langue française, les primo-arrivants reçoivent une information relative au parcours d'intégration et sont orientés vers les centres. ».

Art. 6. A l'article 152/3, § 2, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, inséré par le décret du 27 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« La conclusion de la convention d'accueil est obligatoire. La convention d'accueil comporte un suivi individualisé et une formation à la citoyenneté visés respectivement aux 1° et 3° de l'alinéa 3. La formation à la langue française et l'orientation socioprofessionnelle, visées aux 2° et 4° de l'alinéa 3, sont intégrées à la convention d'accueil en fonction de l'analyse des besoins réalisés dans le bilan social, sur base des modalités définies par le Gouvernement. La convention a une durée maximale de 18 mois. »;

2° l'alinéa 3, 4°, est remplacé par ce qui suit :

« 4° une orientation vers le dispositif d'insertion socioprofessionnelle adapté. »;

3° les alinéas 4, 5 et 6 sont abrogés.

Art. 7. Dans l'article 152/3, § 3, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014, les mots « par an » sont remplacés par « semestriel ».

Art. 8. A l'article 152/4 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, un alinéa, rédigé comme suit, est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Par « organismes reconnus par les pouvoirs publics », l'on entend :

1° les établissements d'enseignement de promotion sociale, les établissements d'enseignement supérieur et universités en Communauté française;

2° les associations d'éducation permanente agréées par la Communauté française;

3° l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, les Centres d'insertion socioprofessionnelle;

4° les organismes bénéficiant d'une reconnaissance spécifique dans le cadre d'un appel à projets thématique dont le Gouvernement détermine les modalités. »;

2° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, le mot « six » est remplacé par le mot « huit ».

Art. 9. A l'article 152/5 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, un alinéa, rédigé comme suit, est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Par « organismes reconnus par les pouvoirs publics », l'on entend :

1° les établissements d'enseignement de promotion sociale en Communauté française;

2° les associations d'éducation permanente agréées par la Communauté française;

3° les Centres d'insertion socioprofessionnelle;

4° les organismes bénéficiant d'une reconnaissance spécifique dans le cadre d'un appel à projets thématique dont le Gouvernement détermine les modalités. »;

2° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, le mot « quatre » est remplacé par le mot « huit »;

3° au paragraphe 2, l'alinéa 2 est complété par un 10° rédigé comme suit :

« 10° l'égalité des chances et des genres. ».

Art. 10. Dans l'article 152/6 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« L'orientation vers le dispositif d'insertion socioprofessionnelle adapté visée à l'article 152/3, § 2, alinéa 3, 4°, est dispensée par :

1° les centres d'insertion socioprofessionnelle;

2° les Missions Régionales pour l'Emploi;

3° l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, les Cités des métiers, les Carrefours Emploi Formation Orientation;

4° les organismes bénéficiant d'une reconnaissance spécifique dans le cadre d'un appel à projets thématique dont le Gouvernement détermine les modalités. ».

Le Gouvernement détermine sur proposition du comité de coordination les modalités d'organisation de cette orientation qui comporte un minimum de 4 heures.

L'alinéa 2 est supprimé.

Art. 11. A l'article 152/7 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « de sa première inscription » sont remplacés par les mots « de la commande de son titre de séjour de plus de trois mois ».

2° au paragraphe 2, l'alinéa 1^{er} est supprimé;

3° dans le paragraphe 2, l'alinéa 2 devient l'alinéa 1^{er} et est remplacé par ce qui suit :

« Le primo-arrivant doit obtenir l'attestation visée à l'article 152/3, § 4, dans un délai de dix-huit mois à dater de la commande du titre de séjour de plus de trois mois à la commune. Le Gouvernement peut proroger ce délai. Il fixe les modalités qui régissent la procédure de prorogation. »;

4° au paragraphe 2, l'alinéa 3 est supprimé;

5° au point 2° du paragraphe 3, les mots « parcours d'accueil » sont remplacés par les mots « parcours d'intégration »;

6° le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, est complété par un 12° rédigé comme suit :

« 12° les étudiants réguliers, les étudiants d'échange, les personnes bénéficiant d'une bourse pour l'obtention d'un doctorat et les enseignants collaborant au sein d'une institution d'enseignement supérieur reconnue en Fédération Wallonie-Bruxelles. »;

7° au paragraphe 3, alinéa 2, les mots « les ressortissants d'Etats ayant conclu des conventions d'association avec l'Union européenne » sont remplacés par les mots « des catégories de personnes autres que celles visées à l'alinéa 1^{er}. Les ressortissants d'Etats ayant conclu des conventions d'association avec l'Union européenne sont également dispensés. ».

Art. 12. A l'article 152/8 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « module d'accueil » sont remplacés par les mots « parcours d'intégration »;

2° l'article est complété par un paragraphe 5/1 rédigé comme suit :

« § 5/1. La commune et le C.P.A.S. desquels émargent les primo-arrivants sont avisés par les centres du suivi du parcours d'intégration. ».

Art. 13. Dans l'article 152/9 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014, à l'alinéa 2, les mots « parcours d'accueil » sont remplacés par les mots « parcours d'intégration ».

L'alinéa 2 est complété par les mots :

« Il propose dans ce cadre au Gouvernement la liste des indicateurs statistiques à adopter pour permettre l'identification des besoins et l'évaluation de la politique d'intégration. ».

Art. 14. Dans l'article 152/10 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014, à l'alinéa 1^{er}, les mots « parcours d'accueil » sont remplacés par les mots « parcours d'intégration ».

Art. 15. Dans l'article 152/11 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014, à l'alinéa 1^{er}, les mots « parcours d'accueil » sont remplacés par les mots « parcours d'intégration ».

Art. 16. Dans l'article 153, 1°, du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014, les mots « Parcours d'accueil » sont remplacés par les mots « Parcours d'intégration ».

Art. 17. Dans l'article 155 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014, alinéa 1^{er}, les mots « parcours d'accueil » sont remplacés par les mots « parcours d'intégration ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 28 avril 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale
et du Patrimoine,
M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,
P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité
et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

—————
Note

(1) *Session 2015-2016.*

Documents du Parlement wallon, 417 (2015-2016) N^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 27 avril 2016.

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/202428]

28 APRIL 2016. — Decreet tot wijziging van boek II van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende de integratie van vreemdelingen of personen van buitenlandse herkomst (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. In titel III van het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, wordt het woord "Onthaaltraject" vervangen door het woord "Integratietraject".

Art. 3. In artikel 152 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, wordt het woord "onthaaltraject" telkens vervangen door het woord "integratietraject".

Art. 4. In artikel 152 van het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, wordt het tweede lid, 4^o, vervangen als volgt:

"4^o een oriëntatie naar het geïntegreerd stelsel inzake socioprofessionele inschakeling."

Art. 5. In artikel 152 van het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, wordt het derde lid vervangen als volgt:

"Bij de bestelling van hun verblijfsvergunning van meer dan drie maanden in een gemeente van het Franse taalgebied, winnen de nieuwkomers een informatie over het integratietraject in en worden ze naar de centra georiënteerd."

Art. 6. In artikel 152/3, § 2, van het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o het tweede lid wordt vervangen als volgt:

"Het sluiten van de opvangovereenkomst is verplicht. De opvangovereenkomst omvat een geïndividualiseerde opvolging en een opleiding tot burgerschap die respectievelijk bedoeld zijn in 1^o en 3^o. De opleiding tot het Frans en de socio-professionele oriëntatie die bedoeld zijn in 2^o en 4^o van het derde lid, worden in de opvangovereenkomst opgenomen naar gelang van de analyse van de behoeften in de maatschappelijke balans op grond van de door de Regering bepaalde modaliteiten. De overeenkomst heeft een maximale duur van 18 maanden."

2^o het derde lid, 4^o, wordt vervangen als volgt:

"4^o een oriëntatie naar het geïntegreerd stelsel inzake socioprofessionele inschakeling."

3^o het vierde, het vijfde en het zesde lid worden opgeheven.

Art. 7. In artikel 152/3, § 3, eerste lid, van het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014 worden de woorden "per jaar" vervangen door de woorden "om de zes maanden".

Art. 8. Artikel 152/4 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het Waalse decreet van 27 maart 2014, wordt gewijzigd als volgt:

1^o in § 1 wordt een lid, luidend als volgt, ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid:

"Onder "instellingen erkend door de openbare overheden" wordt verstaan:

1^o de instellingen van het onderwijs voor sociale promotie, de instellingen van het hoger onderwijs en universiteiten in de Franse Gemeenschap;

2^o de verenigingen inzake permanente vorming die erkend worden door de Franse Gemeenschap;

3^o de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi", de centra voor socioprofessionele inschakeling;

4^o de instellingen die genieten van een specifieke erkenning in het kader van de thematische projectenoproep waarvan de Regering de modaliteiten bepaalt."

2^o in § 2, eerste lid, wordt het woord "zes" vervangen door het woord "acht".

Art. 9. Artikel 152/5 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het Waalse decreet van 27 maart 2014, wordt gewijzigd als volgt:

1^o in § 1 wordt een lid, luidend als volgt, ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid:

"Onder "instellingen erkend door de openbare overheden" wordt verstaan:

1^o de instellingen van het onderwijs voor sociale promotie in de Franse Gemeenschap;

2^o de verenigingen inzake permanente vorming die erkend worden door de Franse Gemeenschap;

3^o de centra voor socioprofessionele inschakeling;

4^o de instellingen die genieten van een specifieke erkenning in het kader van de thematische projectenoproep waarvan de Regering de modaliteiten bepaalt."

2^o in § 2, eerste lid, wordt het woord "vier" vervangen door het woord "acht";

3^o paragraaf 2, lid 2, wordt aangevuld met een 10^o, luidend als volgt :

« 10^o de gelijkheid van kansen en van geslachten. »

Art. 10. In artikel 152/6 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 juli 2014, wordt het eerste lid vervangen door wat volgt:

"De oriëntatie naar het aangepaste geïntegreerd stelsel inzake socioprofessionele inschakeling bedoeld in artikel 152/3, § 2, derde lid, 4^o, wordt verstrekt door:

1^o de centra voor socioprofessionele inschakeling;

2^o de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling;

3^o de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi", de "cités des métiers" (Cities van de beroepen), de kruispunten tewerkstelling vorming oriëntatie;

4^o de instellingen die genieten van een specifieke erkenning in het kader van de thematische projectenoproep waarvan de Regering de modaliteiten bepaalt."

Op de voordracht van het coördinatiecomité bepaalt de Regering de modaliteiten voor de organisatie van die oriëntatie die minstens 4 uren omvat.

Lid 2 wordt geschrapt.

Art. 11. Artikel 152/7 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het Waalse decreet van 27 maart 2014, wordt gewijzigd als volgt:

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden "na zijn eerste inschrijving" vervangen door de woorden "na de bestelling van zijn verblijfsvergunning van meer dan drie maanden";

2° in § 2, vervalt het eerste lid;

3° in § 2 wordt het tweede lid het eerste lid en vervangen als volgt:

"De nieuwkomer moet het in artikel 152/3, § 4, bedoelde attest binnen achttien maanden na de bestelling van de verblijfsvergunning van meer dan drie maanden in de gemeente krijgen. De Regering kan die termijn verlengen. Ze bepaalt de modaliteiten die de verlengingsprocedure regelen.";

4° in § 2 vervalt het derde lid;

5° in punt 2° van § 3 wordt het woord "onthaaltraject" vervangen door het woord "integratieproject";

6° § 3, eerste lid, wordt aangevuld met een punt 12°, luidend als volgt:

"12° de geregelde studenten, de uitwisselingsstudenten, de personen die een doctoraatbeurs genieten en de leraars die binnen een instelling van het hoger onderwijs erkend in de Federatie Wallonië-Brussel samenwerken.";

7° in § 3, tweede lid, worden de woorden "de onderdanen van Staten die verenigingsovereenkomsten met de Europese Unie hebben gesloten" vervangen door de woorden "categorieën van andere personen dan die bedoeld in lid 1. De onderdanen van Staten die verenigingsovereenkomsten met de Europese Unie hebben gesloten, worden ook vrijgesteld."

Art. 12. Artikel 152/8 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het Waalse decreet van 27 maart 2014, wordt gewijzigd als volgt:

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden "de onthaalmodule" vervangen door de woorden "het integratieproject";

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 5/1, luidend als volgt:

"§ 5/1. De gemeente en het O.C.M.W. waaronder de nieuwkomers ressorteren, worden door de centra op de hoogte gebracht van de opvolging van het integratietraject."

Art. 13. In artikel 152/9 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, wordt het woord "onthaaltraject" vervangen door het woord "integratietraject".

Het tweede lid wordt aangevuld als volgt:

"In dit kader stelt het aan de Regering de goed te keuren lijst van de statistische indicatoren voor om de identificatie van de behoeften en de evaluatie van het integratiebeleid mogelijk te maken."

Art. 14. In artikel 152/10 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, wordt het woord "onthaaltraject" vervangen door het woord "integratietraject".

Art. 15. In artikel L152/11 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, wordt het woord "onthaaltraject" vervangen door het woord "integratietraject".

Art. 16. In artikel 153, 1°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, wordt het woord "onthaaltraject" vervangen door het woord "integratietraject".

Art. 17. In artikel 155 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, wordt het woord "onthaaltraject" vervangen door het woord "integratietraject".

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 28 april 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitalisering,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,
P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

Nota

(1) Zitting 2015-2016.

Stukken van het Waals Parlement, 417 (2015-216) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 27 april 2016.

Bespreking.

Stemming.